

INTERVIEW DE MILITANTS DE SOLIDARNÖSC PAGE 5

T2137-413-5,00 F

ISSN 0026-9433

le monde libertaire

Rédaction
Administration
145, rue Amelot
75011 Paris
tél : 805.34.08
CCP publico
1128915 Paris

N° 413 JEUDI 8 OCTOBRE 1981 5,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

DANS LES LUTTES :



SOLIDARITÉ !

FP 2520

SOUS sa façade appâchant, empreinte de respectabilité que les pays pauvres contemplant avec convoitise, la société occidentale vacille sur ses bases. Ses institutions se fissurent, son économie se déglingue, sa cohésion se lézarde. Elle est malade de la différence ! Différence entre les hommes, différence entre les classes, différence entre les nations, différence entre un monde qui bouge et ses castes nanties qui freinent toute évolution sociale. L'Europe paie durement aujourd'hui ce mouvement profond que les régimes en place usés, exsangues et rongés par ce vice expiatoire, l'impérialisme, semblent incapables de maîtriser.

Si tous les pays occidentaux sont touchés par les secousses qui les travaillent au corps, l'Allemagne, les pays scandinaves, les Pays-Bas, ces modèles de société capitaliste où le libéralisme se teinte d'un socialisme de circonstance, semblent particulièrement atteints. Dans ces pays, la jeunesse s'est remise en mouvement, rejetant les certitudes de la bourgeoisie traditionnelle. L'écologie, le pacifisme, le gauchisme conduisent cette vague énorme qui vient battre les bases qui constituent la force de l'Etat. A Berlin, A Hambourg, à Copenhague, à la Haye, les partis au pouvoir en sont ébranlés. La gauche, dans les allées du

pouvoir, voit se reformer dans son sein les fractions radicales assoupies par la prospérité relative de ces dernières années.. Mouvement profond qui jette des dizaines de milliers de manifestants dans les rues et auxquels les populations se joignent. Naturellement, il ne s'agit pas, pas encore, d'une révolte franche, avec un but précis. La peur de la guerre, le ras-le-bol de l'impérialisme américain, peut-être un replis nationaliste qui ne veut pas dire son nom, se mêlent aux aspirations sociales plus tranchées. La société ressent ses premières douleurs sans que personne puisse dire quel enfant en sortira.

A l'origine de cette agitation qui touche à des degrés divers les pays de l'Est comme les pays de l'Ouest et dont les manifestations sont diverses, comme par exemple les mouvements dans les prisons en Espagne, les manifestations en Angleterre, la radicalisation d'une fraction de Solidarité en Pologne, la situation trouble en Roumanie, il y a certes les retombées de l'affrontement entre les deux grands impérialismes. Un peu partout dans le monde, des hommes meurent, pour les autres, c'est-à-dire pour rien d'essentiel, alors que leurs dirigeants abritent leur bonne conscience derrière des mots qui ne signifient rien d'autre que leur intérêt particulier et qui, comme ceux de pro-

priété, de nation, de religion, de droit ont déjà beaucoup servi. Mais à l'origine de toute cette agitation, il y a d'abord la détérioration dans tous les pays de l'économie capitaliste qui est dans l'impossibilité de continuer à jouer son rôle de régulateur entre les classes et entre les nations. Les rapports économiques à la recherche de débouchés s'exaspèrent, les impérialismes financiers s'affrontent ce qui jette les Etats les uns contre les autres, dresse les classes les unes contre les autres, oppose trop souvent les hommes sur des problèmes où l'égoïsme prend le pas sur la solidarité.

La France, l'état de grâce aidant, semble pour l'instant à l'écart de ce phénomène. Pour combien de temps ? La suppression de l'anonymat sur les transactions de l'or a été un coup de maître spectaculaire sans grande incidence sur l'économie, les socialistes ont supprimé à l'aide du budget quelques injustices. Mais c'est le budget lui-même qui reste un budget de classes, qui est une injustice intolérable ! Tôt ou tard, la prise de conscience qu'on ne peut pas soigner le malade avec de l'aspirine se fera. Ici aussi les hommes descendront dans la rue pour réclamer avec la jeunesse du monde, la liberté, l'égalité, la paix, c'est-à-dire un socialisme imprégné par l'esprit libertaire.

en bref...en bref...

Les insoumis qui avaient cru pouvoir faire confiance au nouveau gouvernement ont bien été amnistiés, mais... ils ont ensuite reçu leurs nouvelles feuilles de route. S'ils n'y répondent pas, ils seront poursuivis. Ils reprennent donc la lutte et ont distribué *AVIS de Recherche* devant la caserne Duplex (à Paris), caserne qui aurait tout de suite été bouclée.

Gérard Thiébaud, déserteur au service civil, passe en procès le 13 octobre au palais de Justice de Saint-Denis, rue Juliette Dodu, Ile de la Réunion.

Après l'amnistie, le chatot : plusieurs insoumis et déserteurs au Service national ont reçu un ordre d'appel pour le 1^{er} octobre à la caserne Foch, à Rennes. Huit sur 79 se sont présentés pensant que leur situation serait résolue (par la réforme ou l'exemption). Finalement, un médecin militaire les a reconnus aptes. Conclusion : c'est l'armée ou le chatot. Nous savons seulement que Fabrice Lentz, insoumis total et libertaire a réussi à s'évader le soir-même.

Dominique Kech a arrêté sa grève de la faim au bout de 21 jours. Il a accepté le statut d'objet de conscience.

Soixante-dix artistes vont se produire bénévolement au profit d'Amnesty International à l'occasion du 20^e anniversaire du mouvement, dans les sept plus grandes villes de province et dans 22 salles de Paris. Ceci du 17 au 26 octobre prochains. Nous donnons ici le programme. A Paris, les places seront en vente sur place et à la FNAC-Forum (aux Halles), et aux trois FNAC pour le spectacle d'Higelin. Samedi 10 octobre : Michel Beroff, Frédéric Lodéon, Barbara Hendricks, à l'Opéra comique à 21 heures. Samedi 17 octobre : *Odeurs*, à la Maison des arts de Créteil à 20 h 30. Paco Ibanez et le *Cuarteto Cedron*, à l'Eglise Saint-Merri à 21 heures. *Prends bien garde au Zeppelin*, à l'Opéra comique à 21 heures. Dimanche 18 octobre : Colette Magny, Giovanni Marini, Anna Prucella, à Bobino, à 21 heures.

Le Living Théâtre, au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis à 21 heures. Portal, Jeanneau, Solal, Testier, Couturier (Céleste, Lubat, Big band Caratini-Fosset *Endéka*, à l'espace Cardin à 21 heures. Lundi 19 octobre, à Lille : Robert Charlebois et F. Béranger, palais St-Sauveur à 21 heures. A Paris : LAVELLE ET C. Nougaro, au Théâtre de Paris à 21 heures. Marcel Amont au Théâtre du Petit Forum à 21 heures. *Le Living Théâtre*, au théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis à 21 heures. Font et Val, Patrick Sébastien, au Théâtre de la Porte-Saint-Martin à 21 heures. Mardi 20 octobre à Strasbourg, Robert Charlebois et F. Béranger, palais des fêtes à 21 heures. A Paris : Catherine Lara et William Sheller au Palace, à 21 heures. Mercredi 21 octobre, à Lyon : Robert Charlebois et F. Béranger, Bourse du Travail à 21 heures. A Paris : Roger Masson à la Gaité-Montparnasse à 14 h 30. Le cirque Grass, au carré Sylvia-Montfort à 15 heures. Annie Fratellini, à l'école du cirque, à 15 heures. Steve Warring, à la Gaité-Montparnasse à 17 heures. Jeudi 22 octobre, à Marseille : Robert Charlebois et F. Béranger, salle Vallier à 21 heures. A Paris : Daniel Balavoine, au carré Sylvia Montfort à 20 heures. Bill Deramine, au Bataclan, à 21 heures.

RELIGION

LA LITTÉRATURE À WOJTYLA

COURANT septembre, le pape Jean-Paul II, Wojtyla pour les mortels, a publié une encyclique sur le travail humain qui vaut la peine d'être étudiée, puisqu'elle situe la démarche de l'Eglise dans l'ensemble du mouvement social et plus particulièrement dans le mouvement ouvrier.

Laborem Exercens (« c'est par le travail ») tend en effet à relancer et à délimiter le champ d'intervention de l'Eglise dans le monde du travail en fixant noir sur blanc dans une centaine de pages ce que pense le « Saint-Siège » des rapports de production établis entre les hommes.

Le message exprimé dans **Laborem Exercens** est en fait dans la droite ligne de la « doctrine sociale » de l'Eglise tels que les différents papes et conciles ont pu la définir auparavant. Il s'agit ni plus ni moins de nier une fois de plus l'existence de classes sociales antagonistes, de fuir la lutte logique qui en découle et, par là-même, d'établir des rapports cordiaux entre les hommes d'intérêts radicalement opposés. C'est la vieille notion du « peuple de Dieu », qui rejait, mastiquée une nouvelle fois et remise sur le marché, par opposition à la notion de lutte des classes développée par les différentes écoles du socialisme. Donc, rien de bien neuf dans les propos de Wojtyla, sinon un petit coup de chiffon pour refaire briller les lustres.

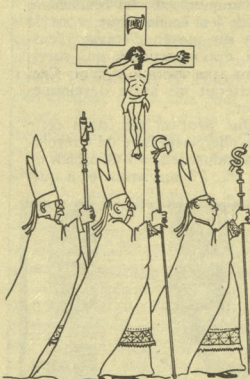
Laborem Exercens continue la pensée développée par Léon XIII en 1891 dans *Rerum Novarum* et Pie XI dans *Quadragesimo anno*, sur l'idée d'une propriété collective de certains biens et Wojtyla la parachève en peaufinant l'idée d'une copropriété des moyens de production.

Dans une période de pleine agitation internationale et où l'Eglise influence encore plus ou moins directement un certain nombre de mouvements populaires (La Pologne, l'Amérique centrale...), cette encyclique en profite pour rappeler quel but doit se fixer l'Eglise dans son projet de société d'un point de vue économique, mais également quels concepts elle entend défendre dans la lutte des opprimés.

Sa pensée du phénomène social repose sur la notion de « peuple de Dieu », dans la négation de la lutte des classes. Wojtyla confirme donc le projet de société de l'Eglise, fondé sur le principe d'une certaine copropriété des moyens de travail, la participation des travailleurs à la gestion et/ou aux profits des entreprises, ce que l'on nomme l'actionnariat ouvrier. Les deux termes de copropriété et de participation résument bien à eux seuls le message social de **Laborem Exercens** et ne nous apprennent rien de bien neuf sur la doctrine sociale de la curie. Il s'agit ni plus ni moins que d'une intégration des travailleurs à l'outil de production capitaliste dont le détenteur reste, en copropriété, paraît-il, le patronat ou la technocratie étatique. Copropriété, cogestion, participation, on retrouve là les mêmes mots employés par cer-

tains secteurs syndicaux qui ont fait de ces notions leurs chevaux de bataille. Rien à voir, bien entendu, ni de près ni de loin avec le projet autogestionnaire que nous défendons; on s'en serait douté. Et nous avons souvent expliqué le danger qu'un tel projet pouvait représenter pour la gestion directe des entreprises pour les travailleurs, par le fait même de l'intégration accrue du salarié au système de production capitaliste.

D'ailleurs, ce schéma social se retrouve dans les remarques apportées quant à la lutte en elle-même que livrent les exploités : « on ne saurait séparer le capital du travail, on ne saurait en aucune manière opposer le travail au capital, ni le capital au travail, et encore moins les hommes concrets désignés par ces concepts. Le système de travail qui peut être juste est celui qui, en ses fondements, dépasse l'antinomie entre travail et capital. » C'est la consécration de la notion développée précédemment. On ne sort pas du schéma de la société sans classes que voudrait nous faire constater l'Eglise. Tout ceci est confirmé par le lot d'inévitables conneries déversées une fois de plus par M. Tout-Blanc : « le rôle des syndicats n'est pas de faire de la politique », « le droit de grève est légitime sous certaines conditions et dans de justes limites ». Wojtyla ne fait donc qu'affirmer ce que ses prédécesseurs nous avaient déjà appris.



Jean-Paul II a sans doute tenu à rappeler tous ces préceptes à une époque cruciale pour tous. Sans doute Solidarnosc en Pologne est-il encore plus concerné par ces propos lui qui se débat dans une opposition énergique au régime en place et dont l'Eglise essaie de freiner certains secteurs syndicaux trop radicaux.

Enfin, cette encyclique nous confirme une fois de plus, s'il en était besoin, dans la lutte que nous, militants anarchistes, devons mener sur nos lieux de travail, dans nos syndicats, contre la lèpre religieuse qui infecte encore de larges pans du mouvement ouvrier international. Leur projet est à l'opposé du nôtre et ils font partie de la pourriture qu'il faudra balancer pardessus bord le jour où la population partira à l'assaut des commandes du navire.

Patrick (Groupe E. Reclus d'Angers)

REMOUS AU PSU

TU MONTES, CHÉRI ?

LORS du conseil national extraordinaire du PSU qui s'est déroulé à Paris le 27 septembre dernier, on a eu l'occasion d'assister à un petit événement : Huguette Bouchardeau, mise en minorité, a démissionné de son poste de secrétaire nationale. Un nouveau bureau politique, composé de sept membres de l'ancienne majorité et de huit membres de la nouvelle a été ensuite mis en place pour entériner le nouveau rapport de force qui en a résulté.

A l'origine de cette crise, l'attitude à adopter face au gouvernement Mauroy. « Pour certains, a déploré Huguette, il faut être critique à l'égard du gouvernement comme s'il s'agissait d'un ennemi potentiel. Pour nous, il faut soutenir ce gouvernement. » Ce langage n'ayant pas été entendu, Huguette Bouchardeau, et c'est tout à son honneur, en a tiré les conclusions qui s'imposaient et elle a remis au vestiaire sa casquette de secrétaire nationale et de leader, en attendant de pouvoir revenir à la charge devant le prochain congrès. « Pas question pour moi, a-t-elle ajouté, de continuer à être le porte-parole d'un parti qui ne prend pas en compte les changements intervenus le 10 mai. » Ah, mais !

Bien évidemment, il nous est difficile de rester de glace devant la défaite subie par ceux qui, avec Huguette Bouchardeau, souhaitaient engager le PSU dans la voie lamentable à bien des égards d'un soutien franc et massif au premier gouvernement de gauche de la V^e République. A première vue, on aurait même pu être tenté de se réjouir de la redistribution des cartes qui s'est opérée dans les instances supérieures d'une organisation dont les militants se retrouvent souvent à nos côtés sur le terrain des luttes. A première vue seulement.

En effet, quand on examine d'un peu plus près les tenants et les aboutissants de ce qui s'est passé lors de ce conseil national extraordinaire du 27 septembre, on se rend très vite compte qu'il n'y a vraiment pas lieu de s'enflammer ou de sabler le champagne. Tout d'abord, la défaite d'Huguette Bouchardeau est tout ce qu'il y a de plus ponctuelle et de plus relative. Lors du prochain congrès, il est tout à fait possible, voire probable, que la tendance se renverse et que les partisans du soutien à tout crin se retrouvent de nouveau en selle. Ensuite, il suffit d'écouter les propos des leaders de la nouvelle majorité, ne serait-ce que d'une oreille distraite, pour bien se persuader que de toute manière le changement de stratégie qui va sanctionner l'éviction d'Huguette Bouchardeau ne va pas aller pêter très haut. Si changement il y a, il aura au mieux la mineur d'une illusion. A titre d'exemple, pour G. Granier, la cheville ouvrière de la motion qui a renversé Huguette Bouchardeau : « les délégués au conseil national ont parfaitement pris en compte le printemps de Paris. » Rien que ça, et d'ajouter : « n'étant pas les tenants de la « catastrophe créatrice », nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'il se poursuive en un bel été. » En clair, du soutien inconditionnel au gouvernement Mauroy que proposait Huguette, on est passé à un soutien critique. Pitoyable !

Dans ces conditions, force est bien de reconnaître qu'il n'y a pas grand-chose à attendre du changement de majorité intervenu ces jours-ci à la tête du PSU. La stratégie du « oui, mais » qui a toujours été la sienne vis-à-vis de ses grands frères de la gauche institutionnelle demeure plus que jamais en vigueur et reste l'axe autour duquel oscille sans cesse le PSU. Un jour, quand la tendance à la critique commence à prendre corps d'ampleur, les partisans du soutien s'empressent d'y mettre le holà, et le lendemain, quand les partisans du soutien deviennent trop puissants, ils se font rappeler à l'ordre par les tenants de la critique. Ainsi va la vie au sein du PSU ! Un coup à gauche, un coup à droite et finalement cap au cen-



tre, direction les eaux tranquilles de l'ambiguïté.

En fait, le PSU, de par le double langage qui a toujours été le sien, est condamné à louvoyer sans cesse de crises en virages et de virages en crises. Son drame est de vouloir manger à tous les râteliers, de vouloir jouer sur tous les tableaux, d'être en même temps ouvert aux luttes et empêtré dans l'électoratisme, capable d'esprit critique vis-à-vis des brontosaures de la vieille gauche et incapable de couper le cordon ombilical qui le relie à ces mêmes brontosaures. Au fond, le PSU n'a jamais pu ou jamais voulu choisir clairement son camp. Il reste toujours à la frontière de la révolution et à la limite du réformisme. De ce fait, il demeure fondamentalement un frein pour la révolution et la bonne conscience du réformisme. Aujourd'hui avec Huguette, comme hier avec Rocard, les socialistes ont tenté de se la fourrer dans leur lit pour froter leurs varices à ses trois poils et à ses boutons d'acné. Tu montes, chéri ?, lui ont-ils dit ! Pour le prix modique de ton soutien, nous te ferons connaître le plaisir suprême : celui de l'exercice du pouvoir. Bien sûr, dans un premier temps, il ne s'agira que d'un strapontin ministériel, mais plus tard, si tu es sage... Et l'autre couillon de rester là, hébété, la bave aux lèvres et la honte au front, incapable de monter, mais incapable de foutre le camp. Une situation cornélienne au bout du compte que celle du PSU ! Cornélienne, mon cul ! Le meilleur moyen pour ne pas avoir à se poser la question de savoir si on doit ou non monter avec les putes, c'est encore de ne pas les fréquenter !

Jean-Marc RAYNAUD

Abonnez-vous

MATION
ET VARLIN
ue d'une idée et
rxisme, le maté-

PUBLICO

0,15 F
0,20 F

0,70 F
0,50 F
0,50 F
0,60 F
0,60 F
0,50 F
0,70 F
0,50 F
0,45 F
0,40 F
0,60 F
0,60 F
0,60 F
1 F
0,30 F
0,60 F

BONDY

Sevrans-Bondy
on anarchiste
on-débat sur la
hui, avec la par-
erge Livrozet, le
bre à 16 heures,
de Bondy, 3, al-

**ONS DU
ALATESTA**

8 F
3 F
7 F

A PUBLICO

LIBERTAIRE

ot 75011 Paris
Tel. 805.34.08
11 289 15 Paris

SYNDICALISME

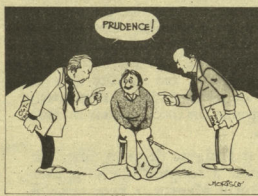
C'EST POUR QUAND ?

C EUX qu'Emile Pouget aurait appelés les « bons gusses » (pardon pour les copines, l'idéologie dominante dominait très dur à cette époque...) sont à l'affût. De quoi ?, diront les spectateurs de la sociale ou d'autre chose... Las, mes bons amis, l'objet de notre attention est beaucoup plus terre à terre. Il s'agit simplement de la première manifestation du réformisme, voire de la soumission... du PC, pardon de la CGT vis-à-vis du gouvernement de gauche. Nous sommes à l'affût de quelque chose qui nous rappellerait que le mouvement ouvrier est partie intégrante d'un truc appelé « intérêt national », d'un « truc » qui nous referait le coup bien connu de « on est tous sur le même bateau » ou « union de tous les Français ».

Comme si tous les habitants d'un même lieu géographique avaient les mêmes intérêts, comme si la lutte de classes ça n'existant pas !

On parle, nous, de la CGT, car la CFDT est à genoux (sous la table...) devant le gouvernement et FO reste dans le flou

artistique. Comme tout le monde sait, y'a pas assez de véritable changement au gouvernement, alors où est l'indépendance héritée des anarcho-syndicalistes, comme l'a rappelé ce cher Krassucki un peu avant les élections. Mais tout le monde n'analyse pas de la même façon, alors il y a des couacs confédéraux.



Alors que la une de *La Vie ouvrière* annonce : négociations-luttes/l'indispensable intervention des travailleurs, celle du bulletin juillet-août de la chambre typographique CGT de Paris clame : et maintenant... au travail ! Ouille, qu'est-ce que j'ai entendu ? Faudrait-il déjà se retrousser les manches ? L'édito accompagnant ces quelques

mots en exergue ne dissout pas le premier malaise ressenti. On mêle allègrement resyndicalisation nécessaire et la présence d'un « partenaire loyal, ce qui devrait permettre d'aboutir rapidement sur les priorités de notre syndicat. »

Lutte d'un côté, de l'autre espoir de satisfaction des revendications sur le plan parlementaire. Bien sûr, nous sommes ce qu'on appelle des « mauvais coucheurs », on fait des procès d'intention. Ceusses qui sont très bien renseignés nous appellent « les reliquats anarcho-syndicalistes » de la CGT, mais que ça leur plaise ou non, nous sommes encore là et pas du tout résignés à fermer notre gueule, frappés d'on ne sait quel « état de grâce. »

Derrière les discours de façade de la CGT, se dresse le spectre bien connu de l'alliance des classes pour le redressement national. Nous seront là pour dénoncer ce reniement de la lutte des classes, ce reniement pur et simple du programme de la CGT telle qu'elle se définit (encore...). Voilà le but suprême.

Fernand BERNARD

AUTOMATION

De la surproduction à la misère...

A TOMATISER, robotiser, informatiser n'est actuellement d'aucun profit pour personne (sauf les banques), si ce n'est aboutir à la surproduction massive qui permet, par la réduction du personnel qualifié et spécialisé de réduire les coûts salariaux. C'est donc la surproduction au service de la misère.

Actuellement, dans les petites entreprises de métallurgie, la « crise économique » est en train de transformer la perspective de la réalité sociale. La réduction du carnet de commandes crée une accoutumance industrielle à l'exécution rapide de ces commandes. La réduction du délai d'exécution entre comme nouveau facteur de marketing. Un traitement thermique qui réclamait un délai d'un mois minimum en 1980 se trouve réduit à quelques jours maximum cet automne 1981. L'arrivée massive du mirage des machines à commandes numériques sur le marché pousse les petites entreprises qui surnagent à se moderniser.

Je ne parle ici que des tours, fraiseuses, poinçonneuses à commandes numériques qui sont accessibles à la petite entreprise, mais le jeu est exactement le même pour les robots et l'informatique de la grande entreprise.

Je prends l'exemple d'une machine à commandes numériques qui ferait le travail de cinq ouvriers travaillant sur une machine conventionnelle; une pièce exécutée en 40 minutes par un bon professionnel sortira en 8 minutes sur une machine à commandes numériques, sans loupage possible, à trois francs la minute vendue. Le coût supérieur de la nouvelle machine réduit la marge de profit sur la pièce unitaire. On produit cinq fois plus sur cette machine pour un profit diminué.

La machine à cerveau électronique ne réclame plus que les bras de l'ouvrier spécialisé pour la servir. Le coût de programmation est compensé par le bas salaire de l'O.S.... En premier résultat, on obtient une production augmentée pour un profit diminué avec la suppression de l'ouvrier professionnel remplacé par l'O.S. Plus longtemps la machine produira journellement, plus le coût d'amortissement diminuera, cela permettra de réduire encore le prix de revient pour être concurrentiel.

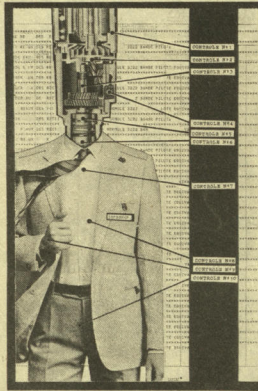
Les patrons diminuent d'eux-mêmes les prix pour obtenir de nouveaux marchés. Et le jeu économique, par l'effet de concurrence, diminue forcément lui aussi le prix effectué sur machine à commandes numériques. Donc l'avantage d'une production multipliée par cinq n'est profitable pour personne à l'heure actuelle. Les délais d'exécution divisés par cinq, la baisse des prix volontaire et concurrentiel amèneront forcément les petites entreprises à la moindre rumeur de « relance économique » à se suréquiper, condamnées par les nouveaux rapports de force qui se dessinent.

L'automatisation, en surproduisant, fait apparaître le travail individuel comme coûtant de plus en plus cher. Dans un, trois, dix ans, nous aurons de nouvelles usines automatisées, robotisées n'employant que peu d'O.S. et dirigées par un groupe d'ordinateurs et de programmeurs. On peut facilement prédire à brève échéance la fin de 80% des ouvriers professionnels d'usines (tourneurs, fraiseurs, etc.), remplacés par une technocratie de programmeurs et une armée réduite d'O.S.

Quel beau résultat capitaliste ! On comprend mieux, sous cet éclairage, que le gouvernement

se soit empressé de nationaliser les banques, seul réel bénéficiaire de ce jeu économique; c'est le plus sûr moyen d'étatiser l'emploi des entreprises qui survivront avoir à le dire. Ceci mériterait un autre développement.

Que peut-on voir dans cette nouvelle perspective de « révolution industrielle » ? Combien de P1, P2, P3 survivront et à quel



prix ? Verra-t-on ce que l'on tente de nous faire croire : une division réelle du travail et sa diminution effective ou verra-t-on une partie nouvelle de la population active transformée en « épave assistée d'un minimum vital », qui se révoltera pour un droit nouveau à l'esclavage ?

Actuellement, la réponse est très simple : cela sera exactement ce que l'on en fera... Devant ces facteurs, nous n'avons jamais eu autant de possibilités réelles d'influer un nouveau souffle libertaire. A nous de mener notre combat !...

Roland FORNARI

FONCTION PUBLIQUE

Crise, collaboration de classes et... budget

LES syndicats viennent de signer avec Anicet Le Pors un nouvel accord salarial de la fonction publique (la CGT ne s'est évidemment pas engagée, mais a néanmoins signé les accords généraux portant sur les conditions de travail). 4,3% d'augmentation au 1^{er} octobre (sans rattrapage ni réajustement) : augmentation hiérarchisée s'il en faut qui ne représente dans les faits que le maintien du pouvoir d'achat en niveau, mais dont les rattrapages successifs ne compensent nullement le retard pris par les salaires. Une prime (et non une augmentation salariale) de 600 francs pour les petits salaires; prime octroyée généreusement, mais qui elle aussi est inversement proportionnelle et décroît progressivement (à l'indice 344, elle est de 250) et qui concerne grosso modo les fonctionnaires engagés sans CAP et dont l'indice catégoriel demeure bloqué par ce manque de « qualification professionnelle ». L'indice 344 correspond aux élèves-instituteurs ou PEGC; les instituteurs des 4^e, 5^e et 6^e échelons toucheront une prime unique de 150 francs.

Suite à l'intégration d'un point de résidence (tous les fonctionnaires et assimilés touchent une prime de résidence), les retraités verront leur pension augmenter de 1%.

Il ressort de ces brèves données que le mécanisme de revalorisation des rémunérations est pratiquement celui retenu par les dernières négociations de 1980 et donc résultent directement d'une politique gouvernementale vis-à-vis de la fonction publique identique à celle menée par Barre. Cependant, Anicet Le Pors s'est engagé sur une diminution de deux heures hebdomadaires pour les travailleurs de la fonction publique sans pour autant garantir des mesures d'ouverture de postes supplémentaires sans lesquelles ces promesses demeureront caduques. En effet, les prévisions budgétaires pour 1982 ne permettent nullement ces diminutions du temps de travail. Au cours de ces négociations, le ministère s'est engagé sur... des promesses de mise en place d'une nouvelle grille indiciaire de la fonction publique. Promesses qui ne coûtent rien et forcent — si cela s'avérait nécessaire — les centrales syndicales à signer des accords maintenant les écarts salariaux, ne touchant nullement aux privilèges liés à la fonction et n'améliorant aucunement les conditions de travail, car si les travailleurs les plus défavorisés ont vu leur fiche de paye augmenter, c'est par le biais de l'octroi d'une prime et non du salaire de base.

Pour l'année 1982, c'est le budget voté au Parlement qui dictera la ligne de conduite du ministère. Il ne ressort nullement de ce budget une augmentation importante des fonds alloués aux divers ministères qui per-

mettront d'une part de réhausser la qualité des services (transports, communication, santé, école, etc.), et d'autre part de modérer une grille salariale favorable aux travailleurs allant vers une diminution du temps de travail (par l'augmentation des postes) et de l'échelle hiérarchique. C'est donc maintenant que les travailleurs doivent dresser eux-mêmes leur plate-forme revendicative, obliger les centrales syndicales à refuser les négociations secrètes. Seules des augmentations uniformes, l'échelle mobile qui maintient le pouvoir d'achat et une diminution effective des écarts indiciaires permettront que s'engage une lutte générale de tous les travailleurs et non sectorielle. En effet, quelles que soient les diversités des tâches, l'ensemble des travailleurs de la fonction publique sont liés à la même grille salariale (négociée avec Thorez) et font face à l'Etat-patron. Les augmentations de salaire, la lutte anti-hiérarchique et l'amélioration des conditions de travail sont étroitement liées et doivent apparaître dans le budget 82. Les 35 heures pour tous est une revendication unitaire qui s'oppose à un budget de crise et unifie les catégories (pour exemple, les agents de service de l'Education nationale font 44 heures), des augmentations uniformes diminuent les écarts salariaux, la disparition des échelles-lettres mettra la réalité à nu : les grands fonctionnaires nommés par le pouvoir n'ont pas à apparaître dans une grille indiciaire concernant les travailleurs. La disparition des primes, liées à l'autoritarisme de la fonction (prime de servilité), un salaire minimal de 3 500 francs représentent des bases de négociations favorables aux travailleurs et non plus à l'Etat-patron. Il faut donc dès aujourd'hui dresser les besoins : augmentation des postes; amélioration des conditions de travail (les 35 heures pour tous); amélioration du service (diminution des effectifs, etc.); la nationalisation des secteurs privés similaires financés par l'Etat, la région ou la commune; le passage automatique d'un échelon à l'autre : lutte anti-hiérarchique et refusant purement et simplement l'autoritarisme. L'ensemble de ces revendications vont dans le sens du corps unique des fonctionnaires et des mesures favorables à la classe ouvrière (travailleurs ou consommateurs).

Les dernières négociations salariales nous montrent que ce n'est évidemment pas la voie choisie par le ministère et syndicats et qu'il revient donc aux travailleurs sur leur lieu de travail (assemblée syndicale, inter-syndicale ou du personnel) dans les instances syndicales, d'appuyer « une volonté de changement » favorable aux ouvriers et non pas au patron même si ce dernier est un Etat « au service des... travailleurs. »

Thyde ROSELL

POLOGNE

INTERVIEW DE MILITANTS DE SOLIDARNOŚĆ

A l'occasion du meeting du 22 septembre à la Bourse du Travail de Paris, nous avons, grâce à l'obligeance de camarades de la CGT-FO, obtenu une interview de quatre membres de la délégation de Solidarność venue à la fête de rentrée des 18 et 19 septembre de la centrale syndicale de l'avenue du Maine.

Les réponses qui nous ont été faites par les responsables de Solidarność sont des prises de positions et des interprétations personnelles. Nous ne citons cependant pas leur nom pour éviter que des autorités malveillantes en arrivent à leur demander des comptes. Quand on pense qu'à leur retour en Pologne on leur a même confisqué les souvenirs que Force ouvrière leur avait offerts ! Il est vrai que l'anticommunisme à FO est si fort qu'on doit en percevoir le danger en Pologne jusque dans des objets-souvenirs !

Vous comprendrez, au travers des lignes qui suivent, la difficulté de ces hommes et de ces femmes qui luttent pour une plus grande liberté, pour leur dignité et leur émancipation, d'arriver à s'exprimer librement, et également la difficulté qu'ils rencontrent pour trouver une ligne de conduite, une action qui mènent à un changement profond de la société communiste polonaise.

Nous remercions tout particulièrement la camarade de FO qui a bien voulu nous servir d'interprète.

Des militants de la Fédération anarchiste

— **Monde libertaire :** Nous vous interviewons pour « Le Monde libertaire », journal de la Fédération anarchiste. L'anarchisme est une explication des sociétés qui refuse tout gouvernement et qui vise à la liberté maximale des individus. La société doit être gérée non par un gouvernement, mais directement par les individus qui la constituent au travers d'un système fédéraliste. Nous avons donc une proposition de transformation sociale.

— Un militant de Solidarność : Nous ne vous connaissons pas. Néanmoins, nous pensons que vous êtes une organisation de progrès, que le but de votre organisation est la lutte pour la liberté de tous les travailleurs. Quant à votre proposition de transformation de la société, bien sûr. Mais s'il y avait un gouvernement, il faudrait que ce soit un gouvernement choisi librement par les individus.

Le nom du système n'est pas essentiel ; pour moi, il faut que ce soit un système valable, bon pour tous les individus. Ce n'est pas important d'employer les termes « socialisme », « capitalisme ». Il faut rechercher un système de justice sociale.

— Un autre militant : Je suis pour les mouvements qui sont pour la liberté, l'égalité, la justice.

— **Monde libertaire :** Pour aborder maintenant Solidarność, son but est-il de rechercher à calquer les régimes qui existent

en démocratie, ou Solidarność essaie-t-elle, à travers son propre mouvement, de se déterminer elle-même ?

— Un militant de Solidarność : Nous cherchons un système juste. Nous ne voulons copier personne, d'ailleurs nous pensons être un précédent dans le monde.

— Un autre militant de Solidarność : Pour le moment, nous souhaiterions n'être qu'un mouvement syndical, mais la situation actuelle, puisque nous représentons la grande majorité de la société polonaise, fait que nous sommes une force politique ; nous sommes dix millions d'adhérents, et quand on pense que chaque membre a une famille, et de ce fait, agit sur la famille et ses proches, nous représentons 90 % du pays.

— **Monde libertaire :** Solidarność est une force qui remet en cause les fondements mêmes du socialisme, du communisme dans les pays de l'Est ?

— Un militant de Solidarność : Le socialisme se juge par les queues devant les magasins.

— Un autre militant de Solidarność : Je suis ouvrier et si j'ai créé une section de Solidarność, c'est qu'il n'existe pas un système de gouvernement pour les ouvriers, la société polonaise est séparée en gouvernants et gouvernés. S'il y avait eu un vrai parti, nous n'aurions pas été obligés de créer de syndicat libre. Dans notre situation, contrairement à la vôtre, où ici il y a des par-

tis et des syndicats, chez nous il n'y a qu'un parti et ce parti ne s'est pas conduit comme il aurait dû le faire. C'est pourquoi est né ce grand mouvement, Solidarność.

— Un troisième militant de Solidarność : La Pologne est un pays riche et le bien-être de la population devrait être supérieur, si les théories du socialisme scientifique étaient justes ; privé de démocratie, c'est un système qui perd tout.

— Un quatrième militant : Il faut avoir à l'esprit que toute démarche, de la plus simple à la plus complexe nous amène face au gouvernement ; nous n'avons pas d'employeur dans le sens classique du mot. Un problème propre à l'entreprise devient un problème d'Etat, social, national.

— **Monde libertaire :** Comment les menaces soviétiques sont-elles ressenties par les Polonais ?

— Un militant de Solidarność : Nous vivons sous cette menace depuis des années. Et cette fois-ci encore, nous n'avons pas peur. Bien entendu, nous sommes conscients de la gravité de notre situation, néanmoins nous ne nous décourageons pas. Avec le soutien moral de tous les travailleurs du monde entier, les Soviétiques n'oseront pas rentrer en Pologne. Il ne faut pas oublier que la Pologne est une grande nation et qui sait se battre. De ce fait, l'URSS doit nous prendre en considération ; ce n'est pas la Tchétchoslavaquie ou la Hongrie, ce n'est même pas la même époque. Toute l'histoire de la Pologne, c'est l'histoire d'une lutte pour la liberté. Nous avons toujours eu des ennemis à l'Ouest comme à l'Est. Nous voulons être une nation libre.

— Un autre militant de Solidarność : Nous sommes conscients de l'éventualité d'une intervention russe. Si jamais l'armée rouge ou celles du Pacte de Varsovie entraient en Pologne, cela pourrait produire un heurt ayant des répercussions mondiales. Bien entendu, Solidarność ne peut pas être tenue pour responsable de cela.

Nous voulons vivre comme des êtres humains, et je pense que nous y avons droit.

— Un troisième militant de Solidarność : Je pense que dans la situation de crise qui existe actuellement, nous pouvons envisager une intervention uniquement dans le cas où le gouvernement se révélerait totalement impuissant à sortir le pays de la crise économique.

— **Monde libertaire :** Bien que limitée par la menace soviétique, Solidarność met en avant des revendications d'organisation sociale.

— Un militant de Solidarność : Solidarność a pour but d'amener des élections libres, à scrutin secret (communales, municipales) pour une plus grande justice. Grâce à ces élections libres, le gouvernement serait vrai. Nous sommes conscients qu'un syndicat libre dans notre situation, ça fait déjà trop. Aujourd'hui, quoi que l'on fasse, si nous marchons avec ou sans le parti, on veut nous détruire.



— Un autre militant de Solidarność : Nous espérons que ceux qui sont au gouvernement ou au parti sont des Polonais, patriotes comme nous ; et qu'ils vont commencer à réfléchir aux capacités de la classe ouvrière polonaise. Si c'était uniquement une affaire interne à notre pays, nous ne voyons pas de problème puisque nous sommes la grande majorité ; il y a beaucoup de gens qui n'ont pas abandonné le parti, qui veulent le changer, qui l'ont déjà changé. J'ai beaucoup de camarades qui disent que si, à court terme, le parti ne change pas sa face, s'il n'est pas avec le peuple, ils vont jeter leur carte d'adhérent. Après les déclarations du Bureau politique et la lettre envoyée par le PC russe, il y a une nouvelle vague de démissions au parti. Si le parti continue, il va se décomposer à partir de la base. Il a perdu son image de marque, les forces principales, ce sont l'Eglise et Solidarność. Deux forces réelles.

— **Monde libertaire :** Le pouvoir polonais est-il ressenti comme un médiateur entre l'URSS et Solidarność, ou comme un ennemi ?

— Un militant de Solidarność : Il y a une pression de l'URSS, les lettres, les convocations que reçoivent les dirigeants lorsqu'ils vont au Kremlin. Même les forces au sein du parti qui souhaiteraient lutter avec la population sont bâillonnées. Par exemple, quand Solidarność a appelé à travailler huit samedis supplémentaires, si cela avait été fait par le gouvernement, cela n'aurait pas marché. La seule force à laquelle la société croit encore, c'est Solidarność.

— **Monde libertaire :** Au congrès de Solidarność le 6 septembre, un ancien de 56 est inter-

venu et a dit qu'il n'y avait rien à attendre du Parti communiste polonais, et que Solidarność depuis un an n'a rien acquis de concret. Existe-t-il des divergences d'analyse de la situation polonaise pour les futures négociations avec le pouvoir ?

— Un militant de Solidarność : C'est une question assez difficile. La première partie du congrès n'a pas amené de solutions pour sortir de la crise économique. C'est un premier congrès, encore très spontané, nous sommes un syndicat jeune. Nous espérons trouver des solutions concrètes lors de la deuxième partie. Les régions et les commissions d'entreprises et d'usines travaillent sur la déclaration qui a été faite à la première partie, début septembre, et celles-ci reviendront à la seconde partie avec des propositions concrètes. La première partie a travaillé sur l'idéologie.

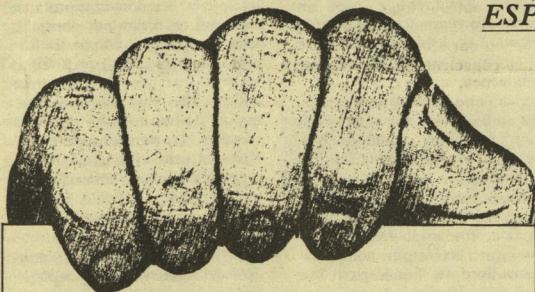
— Un autre militant de Solidarność : Solidarność a quand même obtenu quelque chose dans la mesure où les autorités sont obligées maintenant de nous prendre en considération.

suite page 6





informations internationales



ESPAGNE

Procès pour les 17 militants de la CNT

Le 30 janvier 1977, six jours après la « tuerie de Atocha », orchestrée par les services secrets et exécutée par des membres de l'extrême-droite, cinquante militants libertaires, en majorité adhérents à la CNT et accusés de reconstruire la Fédération anarchiste ibérique furent arrêtés à Barcelone.

Suite à la mort de Franco, nos camarades bénéficièrent de la loi d'amnistie de 1977, mais très curieusement, par une décision inattendue du Parquet, 17 d'entre eux furent « désamnistiés » en juin 1978 et seront déferés devant le tribunal de Madrid le 14 octobre 1981, dans quelques jours.

Il s'agit ici en réalité d'une nouvelle agression du pouvoir post-franquiste contre l'influence du mouvement libertaire en Espagne qui refuse la politique de collaboration de classes avec le patronat et l'Etat. Rappelons quelques étapes de cette agression :

- arrestation de militants à Murcie, Malaga, etc.;
- affaire de l'incendie de la Scala;
- provocation policière contre le Comité régional de Catalogne, avec la participation d'Eduardo Solé, résidant à Perpignan, agent provocateur de la Garde civile travaillant en liaison avec la DST;
- tentative d'assimilation de l'attaque de la Banque centrale de Barcelone avec la CNT, alors qu'il s'agissait d'un commando d'extrême-droite.

Nous tiendons évidemment au courant nos lecteurs de l'évolution de cette nouvelle tentative de « criminalisation » du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste espagnol, mais pour manifester notre appui à nos camarades, nous invitons tous nos lecteurs, les militants et les groupes de la Fédération anarchiste à envoyer des lettres de soutien, des télégrammes à l'adresse suivante : Audiencia national de Madrid, tribunal n° 1 de Madrid, Madrid, en réclamant l'application de l'amnistie pour les 17 camarades inculpés.

Fédération anarchiste

(D'après les informations du Comité régional de Catalogne du 29/9/81)

Prochain numéro :
Interview de
compagnons
grecs

POLOGNE

Autour du congrès de Solidarność

Les événements qui se passent en Pologne retiennent toute notre attention. Toute vie, tout esprit libre, semblaient définitivement étouffés sous le régime communiste; et de ces dictatures qui couvrent le tiers de la planète, les échos qui nous parvenaient de la résistance laissaient peu d'espoir de voir un jour tomber le joug.

Le plus terrible des régimes totalitaires de toute l'histoire de l'humanité digérait toute contestation par une répression scientifiquement organisée : les mouvements anarchistes décimés, les opposants persécutés jusqu'à la mort, les révoltes écrasées dans le sang, la pensée libre reléguée au goulag.

Solidarność est une lueur d'espoir dans les ténèbres communistes. Le seul fait qu'il existe, indépendamment de ses buts, de ses structures, est un immense espoir dans la capacité politique de la classe ouvrière et dans la conscience qu'elle acquiert d'elle-même. Il faut avoir à l'esprit que le syndicat rassemble derrière lui 90% de la population, excepté la Nomenklatura. Toute sa force vient de son unité contre la misère et le communisme. C'est un phénomène de société qu'on ne peut escamoter et le pouvoir soviétique a été incapable de le juguler; les menaces, ses calomnies n'ont rien fait. Pourtant, tous les moyens de communication, publicité, radio, télé, journaux, étiquetage commercial (1), ont été mis en œuvre pour discréditer le mouvement des travailleurs. Les accusations de l'agence Tass, qui parlait « d'orgies anti-socialistes », sont, ces derniers temps, devenues plus nuancées. Solidarność demeure malgré tout une remise en cause globale de la démocratie communiste. Par son « adresse aux travailleurs de l'Europe de l'Est », le syndicat libre a montré son agressivité et sa volonté de ne pas s'enfermer dans ses frontières.

Alors, serait-ce la révélation et la cristallisation de tendances qui sont affirmées au sein de son premier congrès ou l'accord de participation passé dans le projet d'« autogestion » entre la Diète et quatre membres du bureau du syndicat qui ont motivé le changement de position du Kremlin.

Toujours est-il qu'il y a changement; on ne peut pas dire s'il sera durable ou passager, mais l'impossibilité d'annihiler l'action de Solidarność amène les Soviétiques à composer et à jouer la carte de l'intégration et de la division, ne pouvant affronter en bloc la société polonaise. Il ne fait pas de doute que le but final du pouvoir communiste reste la destruction du syndicat, car le parti n'est pas prêt au partage de ses prérogatives d'un point de vue socio-économique comme d'un point de vue idéologique ou d'orthodoxie marxiste.

Face à la misère économique de la population, une forte tendance pour sortir de la crise et pour un plus grand bien-être immédiat a servi de base à L. Walesa pour passer son compromis autogestionnaire. Les Polonais ont conscience de vivre dans un pays riche, ils ont conscience du pillage de leurs ressources par l'impérialisme soviétique et ils

ne supportent pas la comparaison de leur niveau de vie avec celui des démocraties occidentales. Un fort sentiment patriotique anime les militants et amène certains à croire qu'ils pourront obtenir des transformations profondes dans leur cadre de vie en trouvant des accords avec la Diète composée de Polonais comme eux. Ceux-là forment la partie la plus faiblement récupérable s'ils se contentent de redresser l'économie du pays et participent à leur auto-exploitation en « autogérant » les usines de l'Etat dirigé par le parti.

D'autres puisent dans ce même sentiment patriotique la force qui doit les amener à tenir fermement des propositions de transformation sociale qui ne s'arrêtent pas au réformisme et à la revendication alimentaire. Les radicaux veulent bénéficier le plus longtemps possible du mouvement global de remise en cause du régime et ne veulent pas la séparation économique pour le syndicat, et politique pour le parti. Est-ce à dire que 55% des suffrages qu'a obtenus L. Walesa, pour se faire élire à la tête du syndicat, représentent le réformisme et que les 45% restant du congrès représentent les radicaux ou des options révolutionnaires ? Les choses ne sont pas si claires et comme dans tout mouvement social la complexité des paramètres a très bien pu faire que les partisans d'élections libres se rangent du côté de celui qui semble prendre le plus de précautions pour avancer. Encore faut-il avancer et cela ne pourra se faire que si le syndicat libre trouve un écho puissant dans les autres pays de l'Est, que si les révolutionnaires restent unis pour ne pas se laisser bouffer par les compromis qui favorisent la poursuite du pouvoir actuel et les menées de l'Eglise qui en voudrait le partage.

Les divergences au sein de Solidarność entament son unité et l'organisation démocratique centralisée qu'il a choisie facilitera la division et le travail de sape du pouvoir. Un système d'organisation fédéraliste aurait permis une cohabitation plus homogène de différentes tendances dans ce mouvement global.

La marge de manœuvre des travailleurs révolutionnaires reste donc extrêmement étroite et l'article de J.-M. Raynaud dans le ML 379 du 11/12/80 garde toute son actualité. Aller tout de suite en besogne amène inévitablement la rupture et l'écrasement de Solidarność, d'un autre côté, si le temps amène la division et l'intégration, la cause est aussi perdue.

Les travailleurs polonais maintiendront-ils leur unité, le temps d'étendre leur mouvement aux autres pays de l'Est et de se préparer à l'affrontement, assurés qu'ils seront de bénéficier de la solidarité internationale des travailleurs ? Ce pour quoi nous devons œuvrer.

Groupe Malatesta

(1) Sur un kilo de sucre vendu 2 roubles en Russie, il est spécifié un rouble pour le sucre, un rouble pour soutenir l'économie polonaise; bien sûr, non seulement les Polonais ne voient pas la couleur de ce rouble de solidarité, mais c'est leur économie qui est pillée.

POLOGNE

Interview de militants de Solidarność (suite)

— *Monde libertaire* : Une solution pour sortir de la crise, l'autogestion, par exemple ?

— Un militant de Solidarność : C'est la seule voie. L'autogestion avec un projet social, et non pas dictée par le gouvernement.

— *Monde libertaire* : Dans notre conception de société libre, nous n'admettons aucune direction du gouvernement, d'Eglise, de caste, de parti. Vous avez parlé de deux forces réelles en Pologne : l'Eglise et Solidarność. Lorsque le congrès a débuté, disons à genoux, cela nous est apparu comme choquant, alors que Solidarność n'est pas à genoux, mais bien debout.

— Un militant de Solidarność : Notre devise, et ça ressort de la structure de notre société, de nos traditions, c'est *Au nom de Dieu*. Au nom de Dieu, nous surveillons, nous sauvegardons les droits de l'homme, les problèmes des êtres humains. Je vous réponds clairement, ce n'est pas l'Eglise qui a l'influence la plus grande sur Solidarność, il faut dissocier la voie de chaque être humain, de chaque individu. D'accord avec Dieu, mais pensons aux travailleurs.

— Un autre militant de Solidarność : Est-ce que je dois comprendre que vous voulez gouverner sans gouvernement ?

— *Monde libertaire* : Oui, c'est une société libre, gérée par elle-même, structurée par ce qu'on appelle le fédéralisme, c'est-à-dire coordination et non imposition et pouvoir coercitif.

— Un militant de Solidarność : Je pense que nous Polonais et vous Français, nous sommes à des étapes différentes; en Pologne, nous souhaiterions avoir un gouvernement qui serait vrai, dans lequel nous pourrions croire, suffisamment intelligent pour nous sortir de la crise. En conclusion de ce que vous venez de dire en présentant vos idées, ce sont des idées qui sont très lointaines pour nous; maintenant nous lutons contre le régime, nous sommes loin de la démocratie. Cette idée de votre part est très bon-

ne, mais dans quelle mesure réelle ?

— *Monde libertaire* : Dans l'histoire du mouvement ouvrier, c'est une conception qui a toujours existé, il y a toujours eu le socialisme libertaire et le socialisme autoritaire. Le socialisme libertaire a connu sa meilleure application et sa meilleure implantation dans le mouvement ouvrier au travers d'une organisation syndicale telle que la Confédération Nationale du Travail d'Espagne, qui a joué un rôle important lors de la révolution de 1936, et qui représente encore aujourd'hui une force importante en Espagne. Les ouvriers et les paysans espagnols ont poussé l'autogestion au maximum, c'est ça le fédéralisme libertaire, c'était des travailleurs comme vous, qui se battaient le fusil à la main. Nous devons toujours avoir une idée de ce que nous cherchons à atteindre.

— Un militant de Solidarność : C'est normal. Mais pour pouvoir gagner et pour essayer d'atteindre cette conception libertaire, il faut avoir une grande conscience sociale, et donc préparer la société. Ce n'est pas encore possible, étant donné la situation qui a existé jusqu'au mois d'août.

— *Monde libertaire* : Nous comprenons très bien cette situation. Solidarność nous permet d'espérer; on voit de quoi est capable la solidarité ouvrière.

— Un militant de Solidarność : En Pologne, la classe ouvrière se retrouve dans un mouvement grandiose, comme un volcan. Nous sommes unis du fait même de nos conditions de vie.

— *Monde libertaire* : Nous vous remercions de cette interview. Nous vous souhaitons une bonne fin de congrès que nous suivrons avec attention.

— Un militant de Solidarność : Nous vous sommes très reconnaissants de votre soutien. Nous remercions tous les travailleurs français pour leur soutien. Solidarność sera encore plus forte si elle travaille vraiment avec tous les ouvriers.

NOTE DE LECTURE

TOUT À L'HEURE, JE T'AI ATTENDUE PENDANT DES ANNÉES

de B. Fargier Ed. Syros

LE visage se détachant de la couverture de ce livre est celui d'une femme où domine le noir (ce n'est qu'un effet d'optique). Il me fait songer à l'hiver, au quotidien, à la solitude. Cependant, au travers de cette grisaille, ce profil est attachant. Les yeux surtout rappellent la tendresse et une certaine forme de beauté (j'imagine sans doute).

Le titre de l'ouvrage, si attentif soit-il, laisse un goût de vague : *Tout à l'heure, je t'ai attendue pendant des années...*

Qu'as-tu attendu, Babeth Fargier ? Un amant, un amour, une amie, une libération; la tienne, celle du monde ? On ignore cela. La réponse n'est pas donnée, elle se laisse deviner en un large éventail.

Le livre s'ouvre, les yeux, les sentiments lisent ton histoire ô combien classique.

Une femme qui vit avec un mari con, avec un travail con, dans un monde oppressant et dingue. Une femme qui soudain prend conscience de tout cela. Alors naît, commence un long et douloureux chemin; celui des questions, des remises en cause intérieures et extérieures. Celui où l'on a une envie folle de tout casser, de tout changer ou de tout désertier. Plus douloureux encore, ce gouffre béant de la déprime, de la maladie, de ce terrible non vouloir vivre, celui où un simple revolver peut avoir la froideur de ce vent d'Ardèche, la douceur de peau d'une femme...

L'auteur évolue dans ce monde, cela n'a rien d'extraordinaire car combien d'ouvriers, d'ouvrières vivent cela plus durement parfois, mais n'ont pas la chance de pouvoir l'exprimer, la force de pouvoir réagir !

Il faut préciser que cette femme est professeur de français dans l'enseignement privé. Ne vous attendez surtout pas à lire des états d'âme d'un être enghé par la religion ou ayant un état d'âme mystique. Et ce heureuse-

ment ! Elle est là simplement comme des milliers d'hommes et de femmes que les nécessités de l'existence ont poussé en ce milieu, car il faut vivre...

Elle représente, sans peut-être en avoir conscience, tout un courant de gens, notamment cédistes qui constamment luttent contre cette forme d'éducation dite libre, mais qui cache bien des ignominies, des injustices felleuses, sournoises. Là n'est cependant pas spécifiquement son propos, seulement il faut savoir lire entre les lignes. Le Bon Dieu vous savez ce destructeur de l'humanité, ne fera cependant rien pour lui venir en aide dans sa démarche faite de souffrances et d'embûches...

Babeth Fargier a pris un morceau de sa vie, l'a écrit : une famille en décrépitude, une existence en compagnie d'un homme que les habitudes dévorent, des amours passionnés de passage, une tendresse particulière envers une certaine amie; puis la solitude, le temps qui se cavale, laissant au fond du regard des regrets, des larmes, laissant des rides sur le visage. Tout ceci pour rien !

Pourtant, malgré ses ardues blessures, elle retrouve une certaine force de vivre, de vaincre, de sourire, de s'équilibrer, de regarder le monde d'un œil différent. Ses écrits ne trompent pas car, bien qu'elle n'ait pas réglé tous ses problèmes intérieurs, elle a le courage d'affronter à nouveau ce foutu quotidien qui, lui, n'a pas changé !

Oui, voilà une jolie histoire sans eau de rose, mais davantage empli d'une saveur faite de cette réalité difficile. Personnellement, je trouve du style à cet auteur. Elle construit du littéraire en flashes, elle traduit une ère de notre époque. Elle sait faire passer à travers ses pages ce qu'il existe de plus beau chez les gens qui ont souffert : une certaine clairvoyance et des tas de sentiments !...

Marc DEBORNE

Merci à tous les auditeurs qui nous ont soutenus vendredi 2 octobre 81. Ce jour-là, en plus de nos soucis matériels, nous avons eu à subir un brouillage intensif de la part de TDF, brouillage affectant également Radio-la-Bulle et Radio-Solidarité. Grâce à la chaîne de coups de téléphone, surtout grâce à un renseignement décisif de Radio-Tomate, nous avons pu être débrouillés. La liberté des ondes, comme la liberté tout court, se gagne tous les jours. Nous continuons à espérer votre soutien, et encore merci pour vos interventions de vendredi soir.

L'équipe de Radio-Libertaire

SÉLECTION



RADIO

— France-Culture : le 8 oct. à 20 h 30 : *Monsieur le Président*, de Miguel-Angel Asturias. Le chef-d'œuvre du grand écrivain guatémaltèque.

le 9 oct. à 20 h : *Saint-Exupéry ou le pays de l'enfance*. Une évocation de la vie de l'auteur du *Petit Prince*.

le 10 oct. à 14 h 04 : *Sainte Russie*. Que sont devenus les immigrés russes ?

le 11 oct. à 14 h 05 : *Thyeste*, de Hugo Claus d'après Sénèque. L'éternelle histoire des Atrides vue par un des grands poètes latins.

le 13 oct. à 9 h 07 : *La découverte de la Chine par l'Occident*, contée par Jacques Brosse.



TÉLÉVISION

— A2 : le 8 oct. à 20 h 35 : *Raspail ou la passion de la République*. Pour redonner un visage à ce pionnier de la Sociale.

le 9 oct. à 22 h 58 : *Jenny*, le premier Carné-Prévert.

le 10 oct. à 22 h 10 : *Le pavé naturel d'Etosha*. Une des concentrations animales les plus fortes du monde en Afrique.

le 12 oct. à 15 h 55 : *Au royaume du Bouthan*. Le dernier pays interdit de la planète.

le 13 oct. à 15 h : *Un privé dans la nuit*, d'après Dashiell Hammett.

le 13 oct. à 16 h 35 : *Les canaques d'actualité*.

le 13 oct. à 20 h 40 : *Le Parrain*. Pour ceux qui ne l'ont pas vu, le chef-d'œuvre de Coppola.

— TF1 : les programmes seront communiqués à partir du 17 octobre.

— FR3 : le 10 oct. à 20 h 30 : *Così fan tutte*, un des plus grands opéras de Mozart.

le 11 oct. à 22 h 35 : *Mollenard*, de Siodmak. Une distribution exceptionnelle, avec en tête Harry Baur.

le 12 oct. à 20 h 30 : *La même vert-de-gris*, quand le FBI, avec Eddie Constantine-Lenny Cautrois, avait une image de marque sympathique.

Y.P.



Radio-Libertaire —
La voix sans maître

A propos de Radio-Libertaire !

NOUS émettons depuis le 1^{er} septembre avec le soutien des militants de la Fédération et l'aide financière des auditeurs. Mais la bonne volonté et les « sous » ne sont pas suffisants pour qu'une radio fonctionne et surtout soit écoutée. Nous avons bien sûr apprécié les encouragements et même les félicitations des auditeurs (reçus par courrier ou par téléphone), il n'en reste pas moins que nous sommes conscients d'un certain nombre de lacunes dans nos programmes.

Nous ne voulons certes pas ressembler à telle ou telle radio officielle, mais nous ne voulons pas non plus compter trop longtemps sur l'indulgence des auditeurs. Nous ne sommes pas des professionnels, ce n'est pas une raison suffisante pour « infliger » à ceux qui nous écoutent des « blancs » et autres erreurs techniques.

Après une période de rodage nécessaire, notre but est de faire de Radio-Libertaire une radio cohérente dans ses programmes, attractive par ses choix de musique et spécifique : c'est la radio de la Fédération anarchiste dans son ensemble, même si, pour des raisons, évidentes, elle n'émet que sur Paris.

C'est un peu une explication de notre fonctionnement que je voudrais donner aujourd'hui. Nous travaillons à respecter la grille d'émissions décidée, à unifier nos programmes et à diversifier le choix des invités. En gardant à l'esprit que notre originalité, c'est la diffusion des idées libertaires. Une radio de propagande donc, mais cela ne signifie pas une radio lassante. De même qu'une société anarchiste sera une société en constante évolution, notre radio va évoluer et aborder à la fois « ce qui nous touche quotidiennement et de près » : syndicalisme, luttes spécifiques des femmes, des écologistes, l'antinucléaire, l'insoumission..., sans oublier que ces mouvements libertaires doivent être, pour nous anarchistes, reliés à un projet économique et social pour l'édification d'un monde nouveau : une société anarchiste.

C'est en gardant à l'esprit ces deux impératifs : meilleure technique et diffusion de la pensée anarchiste que nous voulons continuer à émettre. Les lettres et les coups de fil d'auditeurs nous permettront de savoir si nous sommes sur la bonne voie.

JOCELYNE

LISTE DES SPECTACLES DONNANT DROIT A UNE RÉDUCTION AVEC LA CARTE D'AUDITEUR

Il y a partout des journées de chiens écrasés qui te font l'amour... de et par Théophile. A *La 25^e Heure*, 4, rue Descartes (sous la librairie), Paris 5^e, du 1^{er} au 31 octobre à 21 h 30 (relâche dimanche et mardi). Prix des places : 20 ou 25 francs, et pour les auditeurs de Radio-Libertaire qui ont leur carte : 15 francs.

— A *L'Espace-Gaîté* (35, rue de la Gaîté, Paris 14^e) : *Racontez-moi votre enfance ou Ah ! laissez-moi mes névroses et reprenez vos endives cuites*. Tous les soirs à 22 heures.

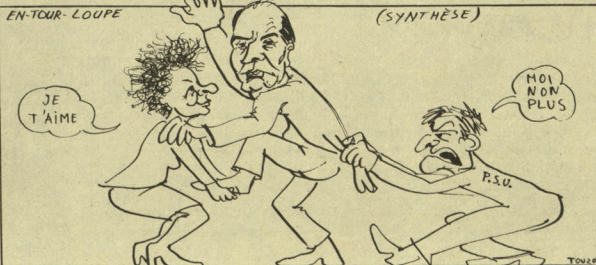
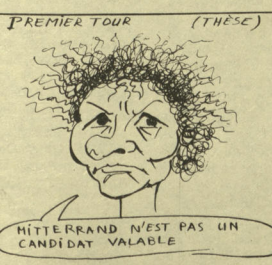
— A *La Gaîté-Montparnasse* (26, rue de la Gaîté, Paris 14^e) : *Elle voit des nains partout*, tous les soirs à 20 h 30. *Anatole*, tous les soirs à 22 heures.

— Au *Café d'Edgar* (58, boulevard Edgar-Quinet, Paris 14^e) : *Tiens, voilà deux boudins*, tous les soirs à 20 heures.

— Au *Théâtre de Plaisance* (111, rue du Château, Paris 14^e) : dès le lundi 5 octobre, *Toux et les vipères*, le soir à 20 h 30, 30 francs au lieu de 50 pour les possesseurs de la carte d'auditeur. Matinées les samedis à 15 h 30.

— Dans le cadre du festival de Montmartre, spectacle Prévert/Breton au *Centre d'art celtique*, 4, rue Constance, Paris 18^e, m^e Blanche. Matinées à 15 heures le samedi. Prix des places, 25 F au lieu de 35.

— Au *Théâtre par le bas* (17 allée de l'Arlequin à Nanterre, bus 159 à La Défense, arrêt E. Pottier, ou en voiture boulevard circulaire sortie Nanterre-Hôtel de Ville) : la troupe du *Théâtre d'Une* présente *Un temps pour elles : Cybèle sorcières*, jusqu'au 25 octobre inclus, les jeudis, vendredis et samedis à 20 h 30 et les dimanches à 15 h 30. Sur présentation de la carte d'auditeur, prix des places : 20 F au lieu de 25).



Malatesta
sucré vendu
il est spéci-
sucré, un
économie
non seule-
voient pas
ble de soli-
économie

IMMIGRATION

LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE FACE AUX IMMIGRÉS

M ALGRÉ les propos démagogiques et les folles promesses faites, tant par la gauche que par la droite, au cours de la campagne électorale, après les envolées qui ont suivi la double victoire socialiste, les immigrés se trouvent toujours confrontés à la dure réalité que leur impose l'exploitation capitaliste : aujourd'hui les immigrés sont de trop !

Les conséquences de la crise pour la population immigrée

Durant la période d'expansion que nous avons connue jusqu'en 1973, la présence des immigrés était très utile à l'ordre bourgeois (1) pour effectuer les tâches les plus dégradantes de la production. Esclaves taillables et corvéables à merci (2), ils constituaient, en ces temps de plein emploi, le surplus de main-d'œuvre nécessaire au patronat pour faire pression sur le marché du travail, parce qu'il lui permettait de créer artificiellement un certain taux de chômage. Et cette situation était aggravée par les difficultés à s'organiser que rencontrent les immigrés toujours sous le coup d'une expulsion possible.

Mais depuis, tout a changé ! La crise économique et la restructuration capitaliste ont jeté sur le pavé des dizaines de milliers de travailleurs, et lorsqu'on dispose de deux millions de chômeurs, on n'a plus besoin de créer un taux de chômage artificiel : on trouve toujours des gens qui acceptent les pires corvées en échange d'un maigre salaire. Alors, le gouvernement giscardien, en serviteur zélé de la bourgeoisie, a entrepris d'expulser les immigrés en faisant d'une pierre deux coups : se débarrasser des bouches inutiles et leur faire porter la responsabilité du

chômage (3) en utilisant les arguments racistes les plus bas ! Tel a été le véritable but de la série des lois Bonnet, Stoléro, etc.

Immigration et gouvernement socialiste

Or, la situation sociale et économique n'a pas fondamentalement changé depuis le 10 mai. Le capitalisme est toujours en crise, la restructuration bat son plein, l'inflation galope et le chômage croît toujours ! Et face à cette situation, il n'existe qu'une alternative : mener la politique de la bourgeoisie ou détruire le salariat et l'Etat. Les socialistes ont choisi la première solution : gérer la crise, servir les intérêts des capitalistes.

C'est à ces objectifs que répond très clairement le projet de loi relatif aux « conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France » présenté par le gouvernement socialiste à l'assemblée le 29 septembre dernier. En effet, ce projet reprend plusieurs dispositions de la loi Bonnet. Il en aggrave même certaines !

Les conditions d'entrée en France, telles que les garanties de rapatriement et les justifications de séjour (art. 1 du projet) sont semblables à celles qu'imposait la loi Bonnet. Les expulsions : l'article 2 risque d'amener une systématisation de l'emprisonnement des étrangers en situation irrégulière et l'article 3 permet

d'expulser tout étranger condamné à un an de prison ferme seulement. Ce même troisième article prévoit aussi l'expulsion, sur décision du seul Garde des Sceaux, de tout étranger qui constitue « une menace grave pour l'ordre public », y compris pour des motifs d'ordre politique. Les jeunes de la « deuxième génération » sont aussi menacés par cette mesure. Les commissions administratives d'expulsion (art. 3) sont semblables à celles mises en place par la loi Bonnet : on a simplement remplacé les fonctionnaires des Services des Etrangers par des fonctionnaires de la DDASS. De plus, l'in-

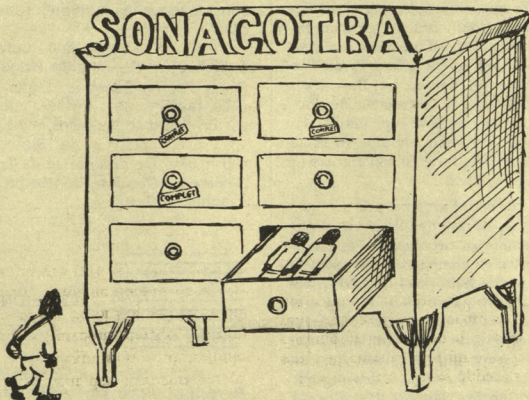
tervention des étrangers en instance d'expulsion ou de refoulement (introduit dans la loi française par la loi Bonnet) est maintenu et même étendu dans certains cas (art. 4). Quant à l'article 6, il maintient carrément les dispositions de la loi Bonnet

dans les départements d'Outre-mer !

Nous sommes bien loin désormais des déclarations tonitruantes du PS qui dénonçait la loi Bonnet lorsqu'il était encore dans l'opposition, ou des propos léniants tenus par Mitterrand lors de sa campagne électorale.

Les tâches actuelles

Nous ne pouvons nous faire aucune illusion, aucun gouvernement, fût-il de gauche, ne résoudra les problèmes de fond qui se posent aux immigrés car ce n'est pas son rôle. On ne laboure pas avec un canon !



ternement des étrangers en instance d'expulsion ou de refoulement (introduit dans la loi française par la loi Bonnet) est maintenu et même étendu dans certains cas (art. 4). Quant à l'article 6, il maintient carrément les dispositions de la loi Bonnet

Dès lors, nos tâches apparaissent clairement : en finir avec le racisme et la division qui séparent immigrés et autochtones : notre misère et nos intérêts sont les mêmes ! Imposer des conditions de vie normales pour tous les immigrés : cela suppose des conditions de travail qui corres-

pondent aux capacités physiques des individus et non aux normes de production; des salaires permettant l'accès pour tous à tous les produits de la société; la libre circulation de tous les individus (suppression des cartes de séjour, arrêt des expulsions, etc.); la liberté d'organisation; le droit à la contraception et à l'avortement, etc., pour toutes les immigrées; la suppression des ghettos. Imposer la liberté d'expression pour toutes les cultures minoritaires. Mais cette reconnaissance ne doit pas se borner à simplement tolérer certains particularismes; il faut que les différentes communautés apprennent à vivre ensemble, avec ce que cela suppose d'échanges et d'expression des particularités.

Il est évident que l'ensemble de ces axes de lutte ne résoudront pas définitivement les problèmes des immigrés. Pourtant, ils peuvent nous permettre d'améliorer la situation des immigrés et d'unir nos forces contre le capitalisme et l'Etat. Ils peuvent nous permettre de créer des conditions favorables à la réalisation de la révolution sociale qui seule nous permettra d'en finir véritablement avec l'aliénation salariale et étatique.

Groupe Kropotkine (Argenteuil)

(1) Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux accords établis depuis longtemps entre le gouvernement français et ses anciennes colonies (Maroc, etc.) instituant un véritable trafic d'esclaves !

(2) Voir les conditions de vie dans les foyers Sonacotra.

(3) Voir le célèbre slogan fasciste : « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop. »

POLITIQUE INTÉRIEURE

DES PROMESSES, TOUJOURS DES PROMESSES !

A VANT les élections présidentielles de mai 1981, les choses étaient relativement claires. Peyrefitte faisait voter sa loi Sécurité et Liberté, qui tendait à accroître en-

Le Parti socialiste et François Mitterrand avaient à l'époque présenté, sur ces divers points et quelques autres, leur projet de réformes. Qu'en est-il actuellement, et que sont devenues les promesses ?

Certaines d'entre elles, et non des moindres, sont devenues réalité. La peine de mort est dorénavant abolie en France, Sécurité et Liberté devrait être abrogé dans les prochains mois. Avorter va peut-être devenir plus facile, ne serait-ce que si la loi est appliquée correctement, ce qui serait un premier pas (encore faut-il noter qu'Yvette Roudy, comme de nombreux autres ministres, s'est fait rappeler à l'ordre lorsqu'elle a déclaré que les IVG seraient remboursés par la Sécurité sociale).

Au niveau des universités, on parle de la loi dite « sauvage » qui était en fait un retour au mandarinat des professeurs de rang A. La recherche, qui était à la portion congrue, verra son budget s'accroître de plus de 23% en 1982. La situation de l'Education nationale était, elle, dramatique dans son ensemble depuis quelques années. Entre les fermetures de classes, celles qui étaient surchargées, les vacataires et auxiliaires corvéables à merci et le manque de crédits (sans même parler de remise en cause des contenus du savoir et de l'inégalité des chances),

cette institution fonctionnait à l'économie et au jour le jour.

Le nouveau pouvoir a donc décidé d'augmenter de 17% les crédits alloués à l'Education nationale pour 1982 et prévoit la titularisation à terme de tous les auxiliaires, et l'embauche dans toute la fonction publique de plus de soixante mille fonctionnaires.

Mais ces différentes options, pour souhaitables qu'elles soient, ne peuvent masquer la réalité actuelle : sur Paris, plus de quatre mille enfants sont sur des listes d'attente en maternelle. Des postes de professeurs ne sont pas encore pourvus dans les collèges et les lycées, et on trouve des classes de 35 élèves dans les LEP.

Si les problèmes restent nombreux à l'école, on peut en dire autant de ceux qui se posent dans le domaine de l'énergie.

Le gouvernement va proposer au Parlement une décléation du programme Giraud en autorisant la construction de quatre à six réacteurs au lieu de neuf prévus. Le pouvoir entend donc ne pas rompre avec la production de l'électricité atomique, bien qu'il est probable qu'un effort soit fourni dans le domaine des économies d'énergie et de la production du charbon.

Quant au service militaire et au statut des objecteurs dont

on nous avait promis qu'ils seraient modifiés, les choses n'ont guère changé. Le service ne passera pas à six mois, des insoumis restent en prison.

Cet état de fait n'a rien d'étonnant si l'on en juge par le

re Mauroy pour examiner les conditions de l'intégration professionnelle et sociale des jeunes). Ce rapport demande des liaisons entre l'armée, l'ANPE et l'AFFA. Le fait se passe de tout commentaire.

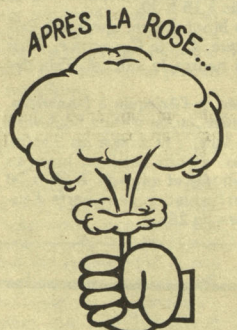
Quant aux radios libres dont les amateurs avaient reçu l'assurance qu'elles pourraient émettre, la loi qui les concerne les condamne simplement à mort, en leur interdisant la publicité.

Cette mesure, qui ne serait pas pour déplaire aux anarchistes, d'un point de vue théorique, ne reflète que l'hypocrisie d'un gouvernement qui ne s'interdit pas la publicité sur ses propres ondes.

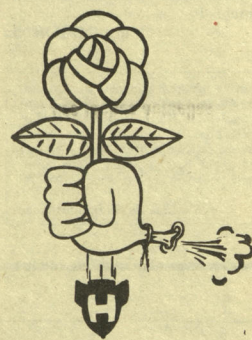
Mais si le nouveau pouvoir maintient le pays à une place conséquente dans la course aux armements, s'il interdit l'expression de ce qui n'est pas radio ou télévision d'Etat, cela n'est pas dû à un quelconque « recul » de ses positions idéologiques face à une réalité contraignante. Non, il s'agit simplement de l'expression d'un pouvoir réformiste qui, par certains aspects, peut améliorer de façon non négligeable l'emploi, la justice par exemple (peine de mort).

On peut s'attendre à une (sic) évolution, quant à l'« r » qui manque, ne le demandons pas à l'Etat, insufflons-le de nous-même.

Colette



core plus les inégalités judiciaires, les insoumis étaient en prison, le service militaire durait un an, le budget de l'armée dépassait celui de l'Education nationale, les radios libres brouillées, le « tout nucléaire » en préparation, l'ANPE recensait officiellement un million cinq cent mille chômeurs et, malgré une loi votée sous la pression des femmes, avorter était difficile.



budget réservé à l'armée et dont l'augmentation est une des plus élevées en Europe; le pouvoir entend mener une politique d'armement qui n'a rien à envier à celle de ses prédécesseurs et par là même, maintiendra hiérarchie et autoritarisme sous l'égide du service national.

Si cette constatation ne suffisait pas, il suffirait de lire les conclusions du rapport Schwartz (commandé le 10 juin par Pier-